

Mon deuil du projet GNL Québec.
Par Gilles Bergeron, économiste, Saguenay

J'ai défendu le projet GNL Québec, et j'ai été le seul économiste du Québec à le faire avec des interventions publiques nombreuses et un mémoire de 33 pages présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) avec des arguments sur sa contribution au développement de la région et sa pertinence dans la stratégie de transition écologique en utilisant les règles de l'Accord de Paris.

François Legault a mis à mort le projet GNL Québec avec son refus d'autorisation. J'ai fait mon deuil. Il faut regarder en avant. Le dieu des promesses électorales ne pourra pas le ressusciter. Il n'y a plus de promoteur ni financement. Une brève analyse de l'expérience du premier promoteur éloignera tout promoteur sérieux et rendra le financement du projet impossible.

Qui peut croire qu'un promoteur compétent voudra reprendre le flambeau pour proposer un projet modifié capable de satisfaire aux trois critères fixés par Québec : gagner l'acceptabilité sociale, favoriser la transition énergétique et contribuer à la réduction des gaz à effet de serre, compte tenu de l'utilisation que le Gouvernement a fait du rapport du BAPE.

Qui peut croire qu'un nouveau promoteur trouvera les capitaux nécessaires alors que les millions nécessaires pour le démarrage du projet étaient des capitaux américains, que le milieu financier canadien a montré peu d'intérêt, que le promoteur avait de la difficulté à recueillir les 14 milliards pour la réalisation du projet, compte tenu de l'incertitude de son approbation et de la rentabilité du projet.

Quel promoteur trouvera un accueil favorable dans le milieu financier américain alors que le premier promoteur a essuyé un refus et intenté une poursuite de 1 milliard contre le Gouvernement du Canada, que nous sommes dans une guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis et que l'économie mondiale entre dans une période de grande incertitude.

Nos espoirs dans ce projet ont été trahis. François Legault a laissé la région en déficit de projets. Pierre Fitzgibbon a fait main basse sur l'énergie réservée au projet et est parti avec ses promesses sans laisser de traces.

Nous n'avons plus de temps à perdre à nous laisser distraire par le mirage des faux espoirs. Le temps de l'impatience est venu.

La crise économique que nous connaissons exige de la part de nos gouvernements de l'argent et des mesures fortes et rapides pour venir en aide aux citoyens et travailleurs dans le besoin et aider nos petites et moyennes entreprises à augmenter leur productivité et développer des innovations de produits et de marché.

Il faut désormais compter sur nos propres moyens, sur nos promoteurs qui sont les véritables piliers de notre avenir.